

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

Mahina p.m. 7 decembre 1877.

MATATI 26. — N° 49.

PRÉT DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):
Un an... 45 fr. Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser
Six mois... 30 fr. à M. le Secrétaire du Gouvernement.
Trois mois... 20 fr. à M. le Secrétaire du Gouvernement.

De France: 10 centimes.

PRÉT DES ANNONCES (au comptant):
Les 30 francs par abonnement... 30 c. la ligne.
Abonnés de 2 lignes... 20 id.
Les usances renouvelées se paient les meilleures périodes de la
preuve inscrite.

SOMMAIRE:

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté: Accords divers dégréments de contributions; Rôle des remises au titulaire du trésorier-payer pour les contributions des bâtiments militaires et administratifs. Débarquement de la musique de la Magicienne. — Décision portant aménagement provisoire des établissements. — Arrêté portant proscription d'un nouveau décret postal décreté et non encore publié au journal officiel de la colonie.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Comité d'agriculture et de commerce. — Situation de la cause agricole. — Mouvement commercial. — Mouvements de part et contre. — Antécess. — Observations météorologiques.

Le Commandant p. f. recevra mercredi prochain, à partir de huit heures du soir, à l'hôtel du gouvernement.

On dansera.

PARTIE OFFICIELLE

Dégréments accordés aux îles Marquises.

Nous, Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Nu l'arrêté du 21 mai 1873 sur le mode de prise en charge des rôles des contributions autres que ceux de Tahiti et Moorea;

Vu le titre II, section 2, de l'arrêté du 10 décembre 1874;

Vu l'article 234 du décret Banquier du 26 septembre 1855;

Vu l'état des dégréments de contributions personnelles et mobiles accordés en Conseil d'administration dans la séance du 21 courant;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1^{er}. La somme de cent quatre-vingt-douze francs, montant des dégréments de contributions personnelles et mobiles accordés au titre des exercices 1874 et 1875 pour les Marquises, sera déduite du montant des rôles des exercices 1874 et 1875 et portée en dépense dans les écritures de la réidence.

Art. 2^{me}. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel de la colonie*. — Papete, le 27 novembre 1877.

SERRE.

Par le Contre-Amiral commandant en chef; L'ordonnateur p.i. f.f. de Directeur de l'Intérieur, E. LATTEY.

Dégréments accordés aux îles Tahiti et Moorea.

Nous, Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu les décharges, réductions, remises ou modérations de contributions personnelles, mobiles et patentes, accordées en Conseil d'administration dans la séance du 24 courant;

Vu le titre II, section 2, de l'arrêté local du 10 décembre 1874;

Vu l'article 234 du décret du 26 septembre 1855;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1^{er}. Le trésorier-payer est autorisé à faire emploi dans ses décharges du montant des dégréments accordés par les exercices 1874, 1875, 1876 et 1877, s'élevant ensemble à la somme de cinq mille deux cent quatre francs, savoir :

TARIF ET MODE.

	Contributions			
	Personnelle.	Mobilière.	des Patentes.	Totaux.
Exercice 1874.....	140 v		"	140 v
— 1875.....	140 v	14.50	"	154.50
— 1876.....	360 v	6 v	1,375 v	1,741 v
— 1877.....	200 v	6 v	2,902.50	3,168.50
Totaux.....	840 v	26.50	4,331.50	5,204 v

Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de la comptabilité.

Art. 2^{me}. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel de la colonie*. — Papete, le 27 novembre 1877.

Par le Contre-Amiral commandant en chef; L'ordonnateur p.i. f.f. de Directeur de l'Intérieur, E. LATTEY.

Remises à allouer au trésorier-payer.

Nous, Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 1^{er} février 1864 fixant les remises à allouer au

trésorier-payer de Tahiti pour la perception et la centralisation des contributions locales;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1871 fixant les remises à payer sur le montant des contributions directes recouvrées sur rôle;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1873 relatif aux remises allouées au trésorier-payer sur les versements effectués par les receveurs des Tuamotu et des Marquises;

Vu l'arrêté du 28 mai 1877 fixant à 3 p. 100 les remises pour l'octroi de mer et le droit sur les marchandises;

Attendu que, s'il consentait d'allouer à ce comparable une remise au trésorier-payer, il se déroberait à lui de percevoir pour les perceptions sur rôle, un parallèle équitable de réduire ses remises sur les autres recettes du budget local, récentes pour lesquelles il ne court aucun risque et n'a aucun frais, puisque tous les versements sont opérés à sa caisse même;

Vu le décret du 29 septembre 1855 sur le régime financier des colonies;

Le Conseil d'administration entendu dans sa séance du 12 novembre 1877,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Les remises à allouer au trésorier-payer des Établissements français de l'Océanie pour la perception et la centralisation des contributions directes locaux sont fixées ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} janvier 1878 :

4 p. 100 sur toutes les contributions recouvrées sur rôle; 1 1/2 p. 100 sur l'octroi de mer, le produit des marchés et toutes les liquidations de droits et produits divers; 1 1/2 p. 100 pour tous les versements faits à sa caisse par les comptables et les agents spéciaux, receveurs de l'impôt.

Art. 2^{me}. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel de la colonie*.

Papeete, le 29 novembre 1877.

SERRE.

Classement des bâtiments civils et militaires.

Nous, Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 5 mars dernier et le tableau y annexé fixant le classement et l'affectation des bâtiments civils et militaires dans les Établissements français de l'Océanie et les îles du Protectorat;

Vu la dépêche ministérielle du 30 juin 1877, n° 104, portant approbation du précédent arrêté;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler ce classement à cause des modifications qu'il convient d'apporter dans l'assiette du logement;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS (sauf approbation ministérielle) :

Art. 1^{er}. Le classement et l'affectation des bâtiments civils et militaires des Établissements français de l'Océanie et des îles du Protectorat sont arrêtés comme suit au présent arrêté;

Art. 2^{me}. Les dépenses d'entretien, de grosses réparations ou de construction sont respectivement superposées par chaque budget intéressé, d'après le nouveau classement.

Art. 3^{me}. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 30 novembre 1877.

SERRE.

Par ordre de M. le Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, en date du 29 novembre 1877. M. Gazeengel (Eugène), connaisseur de marine, a été nommé chef du secrétariat du gouvernement et secrétaire-archiviste du Conseil d'administration, en remplacement de M. Fontaine, employé du même grade, appelé à servir aux îles Marquises.

Par décision de M. le Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, en date du 29 novembre 1877, la musique de la frégate *Magicienne* a été débarquée, pour compiler du 1^{er} décembre prochain, et mise en subsistance à l'arsenal de Fare-Ute.

Commandement par intérim.

Nous, Contre-Amiral commandant en chef, Commandant provisoire des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Attendu que, par suite de notre prochain départ, il y a lieu de pouvoir au commandement provisoire des Établissements français

décisions :

M. d'Onsien de la Bâtie (Auguste-Marie-Edouard), capitaine de frégate, notre chef d'état-major, est appelé, à compter du 1^{er} décembre prochain, à remplir par intérim les fonctions de Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Conformément à l'article 10 du décret du 1^{er} juin 1875 sur la

MÉTIERS DE TAHITI.

soldat. M. le capitaine de frégate D'Orsacq de la Batisse recevra pendant son service, au exemple du budget colonial, les deux tiers de l'excédent prévu dans ce budget pour le Commandant titulaire.

La présente décision sera communiquée et enregistrée partout où sera nécessaire.

Papeete, le 30 novembre 1877.
SERRE.

Promulgation d'un nouveau décret postal.

Nous, Commandant p.i. des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 65 de l'instruction ministérielle du 26 juin 1860;

Vu l'arrêté local du 21 janvier 1876 portant organisation du service postal dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté local du 2 août 1876 promulguant la législation relative à l'Union générale des postes;

Vu la dépêche ministérielle du 30 août 1877, numérotée 57;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

AVOINS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat le décret du 14 août 1877 portant fixation des taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publier au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 1^{er} décembre 1877.

A. D'ONGIEU DE LA BATIE.

Par le Commandant :

L'ordonnateur p.i. f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. LATTY.

DÉCRET du 14 août 1877 portant fixation des taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

Le Directeur p.i. de l'Administration française,

Vu le loi du 3 mai 1853 et 3 octobre 1855;

Vu les décrets des 29 octobre, 10 et 16 novembre 1875, 4 mai et 21 septembre 1876, 16 mars et 16 mai 1877;

Vu le traité d'Union générale des Postes, signé à Berne le 9 octobre 1871; VU l'arrangement concernant l'union de l'Algérie, prévoit des Postes de l'Algérie et des colonies françaises signé à Berne le 27 janvier 1876;

Vu les communications du département des Postes suisses, notifiant l'admission dans l'Union générale des Postes de la République Argentine, de la Perse, du Groenland et des îles danoises de Saint-Thomas, de Saint-Jean et de Sainte-Croix;

Sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre de la marine et des colonies,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Les taxes et conditions d'envoi fixées par l'article 1^{er} du décret prévu du 29 octobre 1875, à l'égard des lettres, des cartes postales, des papiers d'affaires, des échantillons de marchandises, des journaux et autres imprimés à destination ou provenant des parts d'Europe, d'Egypte ou de la Turquie, sont maintenues, sauf les objets de même nature échangés, par la route de la Turquie ou de la Russie, entre la France, l'Algérie et les bureaux français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tanger d'une part, et la Perse, d'autre part.

Art. 2. Les lettres, les cartes postales, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises, les journaux et les autres imprimés échangés, savoir :

^{1^{re}} Entre la France, l'Algérie et les bureaux français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, d'une part, et la Perse, d'autre part, par la voie du golfe Persique;

^{2^{me}} Entre les colonies et Etablissements français et les bureaux français de Shanghai et d'Yokohama, d'une part, et la Perse, d'autre part, sans distinction de voie;

^{3^{me}} Entre la France, l'Algérie, les colonies et Etablissements français et les bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis, à Tanger, à Suez, à Aden, à Bombay, d'une part, et la Confédération Argentine, le Groenland, et les îles danoises de Saint-Thomas, Saint-Jean et Sainte-Croix, d'autre part, sans distinction de voie;

Sont accordés aux taxes et conditions d'envoi fixées par l'article 1^{er} du décret sus-mentionné du 14 mai 1876 à l'égard des correspondances de même nature adressées de France, d'Algérie et des bureaux français à l'étranger dans les conditions prévues par ce décret.

Art. 3. Toutefois les correspondances échangées entre la Guadeloupe et les îles danoises des Antilles et qui se donnent pas lieu à un transport maritime supérieur à 300 milles marins, seront soumises au tarif applicable, en vertu de l'article 2^{me} du décret du 14 mars 1877, aux correspondances échangées entre la France et l'Algérie.

Art. 4. Les taxes et conditions d'envoi applicables, aux lettres de l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1875, en France, en Algérie et dans les bureaux français du Levant, de Tanger, de Tunis, et aux termes de l'article 1^{er} du décret du 4 mai 1876 et de l'article 2^{me} du décret du 14 mars 1877, à destination ou provenant de Hong-Kong, sont appliquées aux lettres et aux cartes postales, aux lettres ordinaires, aux papiers d'affaires, aux échantillons de marchandises, aux journaux et autres imprimés à destination ou provenant de la Russie, de l'Asie centrale, l'Algérie, les colonies et Etablissements français et les bureaux français à l'étranger, d'une part, et les villes d'Amoy, Canton, Foo-Chow, Hinkow, Kiang-Sew, Ningpo, Swatow, d'autre part.

Art. 5. Sont édictées des dispositions, au cas qu'elles ont de contrainre au présent décret, en dissimilant des décrets susvisés du 10 et 16 novembre 1875, 21 septembre 1876, 16 mars et 16 mai 1877.

Art. 6. Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1877.

Art. 7. Le Ministre des Finances et le Ministre de la marine et des colonies, sont chargés de faire exécuter le présent décret, qui sera inséré dans le *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 août 1877.

Signé : MM^{es} DE MAC-MAHON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

Le Vice-Amiral

Signé : E. CAILLIER.

Ministre de la marine et des colonies,

Signé : Général des Troupes.

TABLEAU des taxes à percevoir, vertu des articles 1, 2, 3, 4 et 5 du décret du 14 août 1877 pour les correspondances échangées entre la France, les Colonies françaises et les bureaux français à l'étranger,

d'une part, et la Perse, les Colonies danoises, la Confédération Argentine, les îles danoises de Kalgan, Pékin, Tien-Tsin et les villes d'Amoy, Canton, Foo-Chow, Hinkow, Ningpo et Swatow (route de Hong-Kong), d'autre part.

	PREMIER TARIF.	DEUXIÈME TARIF.
ÉCHANGES ENTRE :		
la France et les bureaux français dans les îles de la Société, et les îles danoises d'une part, et la Perse, d'autre part;		
part, et les îles danoises de Kalgan, Pékin, Tien-Tsin et les villes d'Amoy, Canton, Foo-Chow, Hinkow, Ningpo et Swatow (route de Hong-Kong), d'autre part;		
la France et les bureaux français à l'étranger, d'une part, et les colonies françaises et la Confédération Argentine, les îles danoises de Kalgan, Pékin, Tien-Tsin et les villes d'Amoy, Canton, Foo-Chow, Hinkow, Ningpo et Swatow (route de Hong-Kong), d'autre part.		
LETTERS		
Correspondance		
lettres ordinaires affranchies.....	30 centimes par 15 grammes.	40 centimes par 15 grammes.
lettres ordinaires non affranchies.....	60 centimes par 15 grammes.	70 centimes par 15 grammes.
lettres recommandées.....	30 centimes par 15 grammes et droit fixe de 50 centimes.	40 centimes par 15 grammes et droit fixe de 50 centimes.
cartes postales ordinaires.....	15 centimes.	20 centimes.
cartes postales recommandées.....	40 centimes.	45 centimes.
papiers d'affaires échantillons et imprimés recommandés.....	5 centimes par 50 grammes.	6 centimes par 50 grammes.
papiers d'affaires, échantillons et imprimés recommandés.....	50 centimes par 50 grammes et droit fixe de 25 centimes.	60 centimes par 50 grammes et droit fixe de 25 centimes.
avis de réception des objets recommandés.....	Droit fixe de 30 centimes.	Droit fixe de 20 centimes.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Service des Contributions.

MM. les négociants et patentés de toutes classes et de toutes catégories qui seraient dans l'intention de céder leur commerce ou industrie, sont invités à en faire la déclaration au bureau des contributions avant le 1^{er} janvier 1878.

Faut par eux de se conformer au présent avis, ils continueroient à figurer au rôle des contributions de l'année prochaine. 3—3

NOTICE.

Merchants and persons holding patents of any class or category, who have the intention of leaving off their business or industry, are requested to make a declaration to that effect at the Bureau des Contributions before the 1st of January, 1878.

In case they do not conform to the present notice, they will continue on the list of contributions for next year.

Immigration.

Les immigrants des îles Gilbert, libres de tout engagement de travail, sont prévenus qu'ils seront repoussés d'ici à un mois et demi par les soins du Gouvernement français.

Comme il importe que le commissaire de l'immigration connaisse exactement le nom des individus à renvoyer, il invite tous les Arorai qui veulent partir de Tahiti à se présenter à son bureau avant le 15 décembre 1877.

Tous les immigrants qui ont en leur possession le livret qui leur a été délivré par la Caisse agricole au moment de leur recrutement devront en être munis lorsqu'ils se présenteront au bureau de l'immigration.

Le bateau *l'Isle de France*, qui fait partie de la flotte de l'armée, sera à l'abri dans le port de Papeete, à l'entrée de la baie de l'île de Papeete, jusqu'à la fin de l'année 1877.

Le bateau *l'Isle de France* sera à l'abri dans le port de Papeete, à l'entrée de la baie de l'île de Papeete, jusqu'à la fin de l'année 1877.

Le bateau *l'Isle de France* sera à l'abri dans le port de Papeete, à l'entrée de la baie de l'île de Papeete, jusqu'à la fin de l'année 1877.

Départ du courrier.

Le brig-godet *Paloma* partira le 8 décembre pour porter le courrier à San Francisco.

Les sacs de correspondance seront fermés le même jour à huit heures du matin.

